

Rapport financier 2013

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : La Pêche

Code géographique : 82035

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier

S3

Section I - États financiers

Table des matières	S4
États financiers audités	S5 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Annie Racine, atteste la véracité du rapport financier

de La Pêche pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013.
(Nom de l'organisme)

Date 2014-06-16 Signature

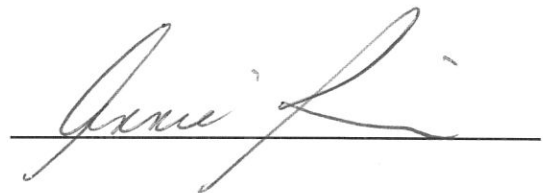


TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	9
Charges par objets	10
État des résultats	11
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	12
État des gains et pertes de réévaluation	12
État de la situation financière	13
État des flux de trésorerie	14
Notes complémentaires aux états financiers	15
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	23

Section I - États financiers

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de Municipalité de La Pêche, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2013, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette), l'état des flux de trésorerie et l'état des gains et pertes de réévaluation pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Municipalité de la Pêche au 31 décembre 2013, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette), de leurs flux de trésorerie et de leurs gains et pertes de réévaluation pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que Municipalité de la Pêche inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S14, S15, S25 et S46-1, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.



PICHÉ & LACROIX CPA INC. 1

Maniwaki (Québec)

1 CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A104361

DATE 2014-06-16

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Budget 2013		Réalizations 2013		Total	Réalizations 2012
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	9 534 774	9 503 994			9 503 994	9 153 507
Compensations tenant lieu de taxes	2	292 834	278 165			278 165	293 622
Quotes-parts	3						
Transferts	4	1 250 985	1 949 342			1 949 342	1 474 910
Services rendus	5	163 460	147 789			147 789	199 608
Imposition de droits	6	875 000	874 821			874 821	1 244 879
Amendes et pénalités	7		510			510	609
Intérêts	8	125 900	191 012			191 012	132 558
Autres revenus	9	50 800	45 607			45 607	24 454
	10	12 293 753	12 991 240			12 991 240	12 524 147
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13		555 968			555 968	164 942
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14						
Autres	15						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17		555 968			555 968	164 942
	18	12 293 753	13 547 208			13 547 208	12 689 089
Charges							
Administration générale	19	1 504 399	1 415 512	49 024		1 464 536	1 396 496
Sécurité publique	20	2 660 546	2 630 554	181 170		2 811 724	2 760 017
Transport	21	3 430 023	4 146 502	534 231		4 680 733	3 697 705
Hygiène du milieu	22	1 430 437	1 348 639	116 657		1 465 296	1 416 501
Santé et bien-être	23	104 000	116 348			116 348	115 414
Aménagement, urbanisme et développement	24	946 142	856 455	4 792		861 247	880 756
Loisirs et culture	25	1 037 143	1 092 365	72 669		1 165 034	1 169 474
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	190 320	190 621			190 621	169 922
Amortissement des immobilisations	28	895 480	958 543	(958 543)			
	29	12 198 490	12 755 539			12 755 539	11 606 285
Excédent (déficit) de l'exercice	30	95 263	791 669			791 669	1 082 804

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013		2012
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	95 263	791 669	1 082 804
Moins: revenus d'investissement	2 (	)	( 555 968 ) (	164 942)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	95 263	235 701	917 862
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	895 480	958 543	895 480
Produit de cession	5	25 000	146 980	90 650
(Gain) perte sur cession	6	(25 000)	6 933	25 256
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	895 480	1 112 456	1 011 386
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16		300 000	
Remboursement de la dette à long terme	17 (	620 494 ) (	549 531 ) (	552 913)
	18	(620 494)	(249 531)	(552 913)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	919 996 ) (	726 838 ) (	724 077)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	549 747	123 527	
Excédent de fonctionnement affecté	21		527 879	647 629
Réserves financières et fonds réservés	22		(7 901)	(72 015)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23		291 993	(2 215)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(370 249)	208 660	(150 678)
	26	(95 263)	1 071 585	307 795
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		1 307 286	1 225 657

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		2013		2012
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1		555 968	164 942
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2	(67 300)	(164 233)	(17 842)
Sécurité publique	3	(791 515)	(850 286)	(393 089)
Transport	4	(1 541 444)	(1 433 760)	(1 950 744)
Hygiène du milieu	5	(67 100)	(38 342)	(5 499)
Santé et bien-être	6	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(16 000)	(83 082)	(6 942)
Loisirs et culture	8	(343 805)	(668 433)	(208 445)
Réseau d'électricité	9	()	()	()
	10	(2 827 164)	(3 238 136)	(2 582 561)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11	()	(38 739)	()
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	12	()	()	()
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13	1 009 420	1 395 393	486 225
Affectations				
Activités de fonctionnement	14	919 996	726 838	724 077
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15		24 881	
Excédent de fonctionnement affecté	16		87 777	75 052
Réserves financières et fonds réservés	17		106 237	119 232
	18	919 996	945 733	918 361
	19	(897 748)	(935 749)	(1 177 975)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(897 748)	(379 781)	(1 013 033)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013		2012
		Budget	Réalizations	Réalizations
Rémunération	1	2 626 665	2 594 776	2 282 530
Charges sociales	2	482 741	450 256	397 983
Biens et services	3	5 129 934	4 568 402	3 785 459
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	190 320	163 408	161 241
D'autres organismes municipaux	5		10 594	
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6			
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8		16 619	8 681
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	2 873 350	2 842 924	2 881 015
Autres	10			
Autres organismes	11		1 134 427	1 191 896
Amortissement des immobilisations	12	895 480	958 543	895 480
Autres				
- Dommage et intérêts	13		4 000	2 000
- Créances douteuses	14		4 902	
- Autres	15		6 688	
	16	12 198 490	12 755 539	11 606 285

**ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Budget 2013	Réalizations	
			2013	2012 Redressées note 20
Revenus				
Taxes	1	9 534 774	9 503 994	9 153 507
Compensations tenant lieu de taxes	2	292 834	278 165	293 622
Quotes-parts	3			
Transferts	4	1 250 985	2 505 310	1 639 852
Services rendus	5	163 460	147 789	199 608
Imposition de droits	6	875 000	874 821	1 244 879
Amendes et pénalités	7		510	609
Intérêts	8	125 900	191 012	132 558
Autres revenus	9	50 800	45 607	24 454
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	12 293 753	13 547 208	12 689 089
Charges				
Administration générale	12	1 563 930	1 464 536	1 396 496
Sécurité publique	13	2 793 109	2 811 724	2 760 017
Transport	14	3 954 706	4 680 733	3 697 705
Hygiène du milieu	15	1 539 995	1 465 296	1 416 501
Santé et bien-être	16	104 000	116 348	115 414
Aménagement, urbanisme et développement	17	948 660	861 247	880 756
Loisirs et culture	18	1 103 770	1 165 034	1 169 474
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	190 320	190 621	169 922
	21	12 198 490	12 755 539	11 606 285
Excédent (déficit) de l'exercice	22	95 263	791 669	1 082 804
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		16 851 604	16 201 206
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24			(432 406)
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		16 851 604	15 768 800
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		17 643 273	16 851 604

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Budget 2013	Réalizations	
			2013	2012 Redressées note 20
Excédent (déficit) de l'exercice	1	95 263	791 669	1 082 804
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	2 827 164 ) (	3 238 136 ) (	2 582 561)
Produit de cession	3	25 000	146 980	90 650
Amortissement	4	895 480	958 543	895 480
(Gain) perte sur cession	5	(25 000)	6 933	25 256
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(1 931 684)	(2 125 680)	(1 571 175)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		(38 739)	
Variation des stocks de fournitures	9		(29 079)	23 569
Variation des autres actifs non financiers	10		(2 605)	(2 354)
	11		(70 423)	21 215
	12	(1 836 421)	(1 404 434)	(467 156)
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(1 836 421)	(1 404 434)	(467 156)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(3 163 646)	(2 264 084)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16		(1)	(432 406)
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(3 163 647)	(2 696 490)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(4 568 081)	(3 163 646)

**ÉTAT DES GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
Gains (pertes) de réévaluation cumulés au début de l'exercice	19		
Gains (pertes) non réalisés attribuables aux éléments suivants :			
Dérivés	20		
Placements à long terme	21		
Autres			
-	22		
-	23		
Montants reclassés dans l'état des résultats			
-	24		
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	25		
Autre élément du résultat étendu présenté par les entreprises municipales	26		
Gains (pertes) de réévaluation cumulés à la fin de l'exercice	27		

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012 Redressé note 20
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	346 601	465 839
Placements temporaires	2		
Débiteurs (note 5)	3	2 313 837	2 585 874
Prêts (note 6)	4		
Placements à long terme (note 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	2 660 438	3 051 713
PASSIFS			
Découvert bancaire	10	49 459	137 828
Emprunts temporaires (note 10)	11	1 007 060	1 016 374
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	1 612 043	1 214 579
Revenus reportés (note 12)	13	99 754	535 609
Dette à long terme (note 13)	14	4 460 203	3 310 969
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	7 228 519	6 215 359
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(4 568 081)	(3 163 646)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	22 029 971	19 904 290
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	38 739	
Stocks de fournitures	20	52 730	23 651
Autres actifs non financiers (note 17)	21	89 914	87 309
	22	22 211 354	20 015 250
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	17 643 273	16 851 604
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	24	17 643 273	16 851 604
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	25		
	26	17 643 273	16 851 604

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	791 669	1 082 804
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	958 543	895 480
Autres			
- Perte sur cession	3	(6 933)	25 256
- Ajustement	4	(1)	
	5	1 743 278	2 003 540
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	272 037	(846 465)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	397 464	(13 029)
Revenus reportés	9	(435 855)	453 163
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11	(38 739)	
Stocks de fournitures	12	(29 079)	23 569
Autres actifs non financiers	13	(2 605)	(2 354)
	14	1 906 501	1 618 424
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(3 238 136)	(2 582 561)
Produit de cession	16	146 980	90 650
	17	(3 091 156)	(2 491 911)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Variation nette des placements temporaires	20		
Variation nette des autres placements à long terme	21		
	22		
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	1 698 765	486 225
Remboursement de la dette à long terme	24	(549 531)	(613 956)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(9 314)	889 045
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26		
Autres			
-	27		
-	28		
	29	1 139 920	761 314
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(44 735)	(112 173)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	328 366	440 184
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	32	283 631	328 011

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité est constituée en vertu du Code municipal du Québec.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S15 et S16, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

MRC des-collines-de-l'Outaouais

La municipalité a versé une quote-part de 2 842 924 \$ (2012 2 881 015 \$) à la M.R.C. des-collines-de-l'Outaouais pour différents services décrits à la page S39.

B) Comptabilité d'exercice

La municipalité utilise la méthode de comptabilité d'exercice en conformité avec le manuel de la présentation de l'information financière municipale. Selon cette méthode, les revenus et les dépenses sont constatés dans l'exercice où ont lieu les transactions et les faits.

Constatactions des produits autres que les paiements de transferts

La municipalité constate ses produits lorsqu'il existe une preuve suffisante qu'une entente est survenue, que les services ont été rendus et qu'il n'y a aucune incertitude quant à leur acceptation, que le montant est fixé ou mesurable et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Placements

Les placements temporaires sont présentés au moindre du coût et de leur juste valeur. Les autres placements sont présentés au coût et dépréciés lors d'une baisse durable de valeur.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

D) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties en fonction de leur durée de vie utile respective selon la méthode linéaire et les périodes suivantes :

Infrastructures -----	15, 20, 30 et 40 ans
Bâtiments -----	40 ans
Véhicules -----	10 et 20 ans
Ameublement et équipement de bureau ----	5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement ----	10 et 20 ans

Les immobilisations en cours ne sont pas amorties.

E) Revenus de transfert

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
 - pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette;
 - Paiement de transfert
 - Pour le programme PADEM: au fur et à mesure que la municipalité reçoit le remboursement en capital de la dette;
 - Pour le programme TECQ: au fur et à mesure que les sommes sont reçues du gouvernement et que les travaux sont effectués.

H) Instruments financiers

Évaluation des instruments financiers

L'organisme municipal évalue initialement ses actifs financiers et ses passifs financiers à la juste valeur, sauf dans le cas de certaines opérations qui ne sont pas conclues dans des conditions de concurrence normale.

Il évalue ultérieurement tous ses actifs financiers et ses passifs financiers au coût après amortissement, à l'exception des placements dans des instruments de capitaux propres cotés sur un marché actif, qui sont évalués à la juste valeur. Les variations de juste valeur sont comptabilisées dans les résultats.

Les actifs financiers évalués au coût après amortissement se composent de l'encaisse, des placements temporaires et des débiteurs.

Les passifs financiers évalués au coût après amortissement se composent du découvert bancaire, des emprunts temporaires, des créditeurs et charges à payer et de la dette à long terme.

Dépréciation

Les actifs financiers évalués au coût sont soumis à un test de dépréciation s'il existe des indications d'une possible dépréciation. L'organisme détermine s'il y a eu un changement défavorable important dans le calendrier ou le montant prévu des flux de trésorerie futurs de l'actif financier. Si c'est le cas, elle réduit la valeur comptable de l'actif à la valeur actualisée des flux de trésorerie attendus de l'actif ou au prix qu'elle pourrait obtenir de la vente de l'actif à la date de clôture selon le plus élevé des deux montants. Le montant de réduction de valeur est comptabilisé aux résultats. La moins-value déjà comptabilisée peut faire l'objet d'une reprise de valeur dans la mesure de l'amélioration, sans être supérieure à ce qu'elle aurait été à la date de reprise si la moins-value n'avait jamais été comptabilisée. Cette reprise est comptabilisée aux résultats.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

I) Autres éléments

Utilisation d'estimations

Pour préparer des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, la direction doit établir des estimations et poser des hypothèses qui influent sur le montant des actifs et des passifs et les informations à fournir sur les actifs et les passifs éventuels à la date du bilan ainsi que sur le montant des produits et des charges de l'exercice. Ces estimations sont révisées périodiquement et, si nécessaire, des ajustements sont portés aux résultats de l'exercice où ils sont connus.

Opérations non monétaires

La municipalité de La Pêche a signé un bail emphytéotique par lequel elle laisse, à titre gratuit, le terrain sur lequel est construit le complexe multidisciplinaire appartenant à la Coopérative de solidarité en loisirs de La Pêche.

3. Modification de méthodes comptables

Chapitre SP3410, "Paielements de transfert"

La municipalité a adopté les recommandations du nouveau chapitre SP3410 "Paielements de transfert". Ce nouveau chapitre qui établit des critères de constatation des paiements de transfert, soit les subventions reçues du gouvernement par la municipalité, prévoit notamment que ces sommes doivent être constatées à titre de revenu dans l'exercice au cours duquel le transfert est autorisé et lorsque les critères d'admissibilité, le cas échéant, sont atteints sauf, et dans la mesure où, les stipulations dont sont assorties les transferts créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Les états financiers des exercices antérieurs y compris les informations présentées aux fins de comparaison ont été retraités.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	345 101	465 839
Placements temporaires	2		
Placements à long terme	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	653 978	614 926
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5	4 067	49 653
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	766 904	610 519
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	162 391	290 195
Organismes municipaux	8		
Autres			
- Mutations et autres	9	547 376	590 745
- Droits de carrières-sablières	10	179 121	429 836
	11	2 313 837	2 585 874
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12		
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15		
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	29 650	29 650
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013	2012
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(_____) (_____)
	27	
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30	
Autres régimes (REER et autres)	31	98 612
Régimes de retraite des élus municipaux	32	85 335
	33	98 612
	98 612	85 335

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34	
Autres	35	
	36	

Note

10. Emprunts temporaires
L'emprunt temporaire, d'un montant maximum autorisé de 3 000 000 \$ porte intérêts au taux préférentiel. Au 31 décembre 2013, le taux préférentiel était de 3,00 %.

11. Crédoeurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	957 062	545 269
Salaires et avantages sociaux	38	170 511	140 483
Dépôts et retenues de garantie	39	455 830	506 685
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Autres			
- Intérêts courus- Dettes LT	42	28 640	22 142
-	43		
-	44		
-	45		
-	46		
	47	1 612 043	1 214 579

Note

12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48	59 289	47 321
Transferts	49	40 465	139 433
Autres			
- Taxe Accise-Fédérale	50		318 256
- Taxes Accise- Provinciale	51		30 599
	52	99 754	535 609

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013					2012	
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	2,00	7,85	2014	2023	53	2 753 918	2 175 664
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					57		
Organismes municipaux	4,41	4,41	2021	2021	58	6 251	9 557
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	3,20	16,88	2014	2018	59	1 606 568	1 125 748
Autres	2,95	10,00	2014	2018	60	93 466	
					61	4 460 203	3 310 969
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	()	()
					63	4 460 203	3 310 969

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2013				
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres					
2014	64	72	344 580	80	396 072	89	40 844	97	781 496
2015	65	73	768 846	81	371 885	90	40 668	98	1 181 399
2016	66	74	427 845	82	242 830	91	7 097	99	677 772
2017	67	75	345 105	83	223 686	92	6 275	100	575 066
2018	68	76	745 800	84	372 095	93	4 833	101	1 122 728
2019 et +	69	77	121 742	85		94		102	121 742
	70	78	2 753 918	86	1 606 568	95	99 717	103	4 460 203
Intérêts et frais accessoires				87	()			104	()
	71	79	2 753 918	88	1 606 568	96	99 717	105	4 460 203

Note

	2013	2012	
14. Actifs financiers nets (dette nette)			
Revenant à (à la charge de)			
Municipalité	106	3 894 832	2 731 240
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107	662 606	432 406
Autres	108		
	109	4 557 438	3 163 646

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

15. Immobilisations		<u>Solde au début</u>		<u>Addition</u>		<u>Cession / Ajustement</u>		<u>Solde à la fin</u>
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	110		138		165		192	
Eaux usées	111		139		166		193	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	13 368 955	140	752 462	167	(442 155)	194	14 563 572
Autres	113	5 392 409	141	88 877	168	(554 652)	195	6 035 938
Réseau d'électricité	114		142		169		196	
Bâtiments	115	2 056 740	143	58 701	170	(4 985)	197	2 120 426
Améliorations locatives	116		144		171		198	
Véhicules	117	2 846 730	145	740 544	172		199	3 587 274
Ameublement et équipement de bureau	118	913 371	146	47 694	173	(116 220)	200	1 077 285
Machinerie, outillage et équipement divers	119	2 198 681	147	159 417	174	(107 358)	201	2 465 456
Terrains	120	1 466 108	148	104 297	175	(21 984)	202	1 592 389
Autres	121		149		176		203	
	122	<u>28 242 994</u>	150	<u>1 951 992</u>	177	<u>(1 247 354)</u>	204	<u>31 442 340</u>
Immobilisations en cours	123	<u>1 954 160</u>	151	<u>1 286 144</u>	178	<u>1 401 266</u>	205	<u>1 839 038</u>
	124	<u>30 197 154</u>	152	<u>3 238 136</u>	179	<u>153 912</u>	206	<u>33 281 378</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	125		153		180		207	
Eaux usées	126		154		181		208	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	4 225 574	155	546 554	182		209	4 772 128
Autres	128	1 855 027	156	44 874	183		210	1 899 901
Réseau d'électricité	129		157		184		211	
Bâtiments	130	713 603	158	54 085	185		212	767 688
Améliorations locatives	131		159		186		213	
Véhicules	132	1 110 343	160	191 418	187		214	1 301 761
Ameublement et équipement de bureau	133	864 904	161	41 167	188		215	906 071
Machinerie, outillage et équipement divers	134	1 523 413	162	80 445	189		216	1 603 858
Autres	135		163		190		217	
	136	<u>10 292 864</u>	164	<u>958 543</u>	191		218	<u>11 251 407</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	137	<u>19 904 290</u>					219	<u>22 029 971</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	220	2 730 756	223	854 830	225		227	3 585 586
Amortissement cumulé	221	(1 890 044)	224	(295 762)	226	()	228	(2 185 806)
Valeur comptable nette	222	<u>840 712</u>					229	<u>1 399 780</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	230		
Immeubles industriels municipaux	231		
Autres	232	38 739	
	233	38 739	
<hr/>			
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	38 739	
<hr/>			
Note			
<hr/>			
17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	236	89 914	87 309
Frais reportés			
-	237		
-	238		
	239	89 914	87 309
<hr/>			
Note			
<hr/>			

18. Obligations contractuelles

La municipalité a signé des contrats pour la cueillette des ordures, le recyclage, l'enlèvement de la neige, le marquage et lignage de la chaussée, la location d'équipement et de matériel informatique, des systèmes de communication, l'entretien des terrains municipaux, le contrôle animal et pour des services juridiques. Ces contrats représentent des engagements financiers de 3 663 477 \$ soit 1 761 582 \$ pour 2014, 1 389 927 \$ pour 2015, 447 506 \$ pour 2016, 59 018 \$ pour 2017 et 5 444 \$ pour 2018.

La municipalité s'est engagée à octroyer des subventions à des organismes de la région pour un montant total de 1 126 786 \$ soit 434 586 \$ en 2014, 366 300 \$ en 2015, 116 600 \$ en 2016, 114 300 \$ en 2017 et 95 000 \$ en 2018.

La municipalité s'est également engagée à verser une contribution de l'ordre de 288 432\$ dans le cadre du programme "Communautés rurales branchées" ainsi qu'une subvention annuelle maximale de 25 000\$ pour les années 2013 à 2031, à titre de contribution pour la desserte d'un service internet haute vitesse à l'organisme Rapide-O-Web des Collines.

19. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

S/O

b) Auto-assurance

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

c) Poursuites

Une poursuite concernant l'attribution d'un contrat est intentée contre la municipalité pour un montant qui pour le moment ne peut être déterminé.

d) Autres

Les obligations découlant de la réhabilitation de terrains contaminés sous la responsabilité de la municipalité sont comptabilisées à titre de passifs environnementaux dès que la contamination survient ou dès que la municipalité en est informé et qu'il est possible d'en faire une estimation raisonnable.

Pour le moment, il est difficile de faire une estimation juste des montants tant que les travaux ne sont pas effectués. Un montant de 80 000\$ a été affecté à cet effet.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

20. Redressement aux exercices antérieurs

Un redressement a été effectué au 1er janvier 2012 suite à la décomptabilisation d'une subvention à recevoir pluriannuelle du gouvernement du Québec pour un montant de 493 449\$.

Un redressement est apporté au 1er janvier 2013 concernant les financements des investissements en cours pour un montant de 658 306\$.

21. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal. Les données budgétaires n'ont pas fait l'objet d'un audit.

22. Instruments financiers

Politique de gestion des risques

L'organisme municipal, par le biais de ses instruments financiers, est exposé à divers risques. L'analyse suivante fournit une mesure des risques à la date du bilan.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. L'organisme municipal consent du crédit à ses clients dans le cours normal de ses activités. Il effectue, de façon continue, des évaluations de crédit à l'égard de ses clients et maintient des provisions pour pertes potentielles sur créances, lesquelles, une fois matérialisées, respectent les prévisions de la direction. L'organisme municipal n'exige généralement pas de caution.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations de taux d'intérêt du marché.

L'organisme municipal est exposé au risque de taux d'intérêt en ce qui concerne ses instruments financiers à taux d'intérêt fixe et à taux d'intérêt variable. Les instruments à taux d'intérêt fixe assujettissent l'organisme municipal à un risque de juste valeur et ceux à taux variable à un risque de trésorerie.

23. Chiffres de l'exercice précédent

Certains chiffres de l'exercice 2012 ont été reclassés afin de rendre leur présentation identique à celle de 2013.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013	2012
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 287 817	1 030 424
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 1 499 693	1 437 995
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	3 (973 681 ) (	445 696)
Financement des investissements en cours	4 (1 450 833)	(2 196 846)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5 18 280 277	17 025 727
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	6	
	7 17 643 273	16 851 604

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale

- Exercice subséquent	8 756 025	621 248
- internet haute-vitesse	9 16 784	16 784
- Lumières stylisées	10 85 199	85 199
- Travaux de quartier	11 59 527	391 949
- Sentier piétonniers	12 207 222	
- Pont couvert	13 9 250	6 400
- Pompes-égoûts Wakefield	14 116 632	68 343
- Bibliothèque Wakefield	15 80 000	80 000
- Autres	16 155 976	56 658
	17 1 486 615	1 326 581

Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés

-	18	
-	19	
-	20	
	21	

Réserves financières

-	22	
-	23	
-	24	
-	25	
-	26	
	27	

Fonds réservés

Fonds de roulement	28	50 000
Fonds parcs et terrains de jeux	29 10 828	55 514
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	30	
Société québécoise d'assainissement des eaux	31	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	32	
Financement des activités de fonctionnement	33	
Autres		
- Musée Fairbairn	34 500	200
- Curling La Pêche	35	4 450
- Centre communautaire Wakefield	36 500	
- Autres	37 1 250	1 250
	38 13 078	111 414
	39 1 499 693	1 437 995

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	41 (11 075) ()	(13 290)
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 () ()	()
Régimes non capitalisés	43 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 () ()	()
Autres	45 () ()	()
Régimes non capitalisés	46 () ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Autres		
- subvention pluriannuel (Padem)	48 (368 398) ()	(432 406)
- Subvention pluriannuel (TECQ)	49 (294 208) ()	()
	50 (673 681) ()	(445 696)
<hr/>		
Financement à long terme des activités de fonctionnement	51 (300 000) ()	()
	52 (973 681) ()	(445 696)
<hr/>		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé		
	53 14 109	
Investissements à financer		
	54 (1 464 942) ()	(2 196 846)
	55 (1 450 833)	(2 196 846)
<hr/>		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	56 22 029 971	19 904 290
Propriétés destinées à la revente	57 38 739	
Prêts	58	
Placements à titre d'investissement	59	
Participations dans des entreprises municipales	60	
	61 22 068 710	19 904 290
<hr/>		
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	62 4 460 203	3 310 969
Frais reportés liés à la dette à long terme	63	
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	64 () ()	()
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	65 (671 770) ()	(432 406)
	66 3 788 433	2 878 563
<hr/>		
Dette en cours de refinancement et autres éléments	67	
	68 3 788 433	2 878 563
	69 18 280 277	17 025 727
<hr/>		

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 _____	2 _____	3 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2013	2012
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 _____	_____
Charge de l'exercice	5 (_____)	(_____)
Cotisations versées par l'employeur	6 _____	_____
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 _____	_____
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 _____	_____
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 _____	_____
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 _____	_____
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 _____	_____
Provision pour moins-value	13 (_____)	(_____)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 _____	_____
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 _____	_____
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 _____	_____
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 _____	_____
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 _____	_____
Cotisations salariales des employés	22 (_____)	(_____)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 (_____)	(_____)
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 _____	_____
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 _____	_____
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27 _____	_____
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28 _____	_____
Variation de la provision pour moins-value	29 _____	_____
Autres	30 _____	_____
-	31 _____	_____
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 _____	_____
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 _____	_____
Rendement espéré des actifs	34 (_____)	(_____)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 _____	_____
Charge de l'exercice	36 _____	_____

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54 _____	55 _____	56 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2013	2012
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice	58 (_____)	(_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60 (_____)	(_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 (_____)	(_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 (_____)	(_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	<u>2013</u>	<u>2012</u>	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		
	66		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 (_____)	(_____)	
	68		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres			
-	73		
-	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76		
Charge de l'exercice	77		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 _____

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 1

Description des régimes et autres renseignements

REER collectif des employés et cadres municipaux où l'employé et l'employeur contribue à part égale. La contribution de chacune des parties se détaille comme suit:

Employés : 5.50 % du salaire de l'employé;
 Cadres : Varient de 5 % à 6 % du salaire du cadre.

	2013	2012
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91	98 612	85 335

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
 93 Non

	2013	2012
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice 94		

Description du régime

	2013	2012
Cotisations des élus au RREM 95		
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97		
98		

Note

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

Administration municipale

Dettes à long terme	1	4 460 203
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	1 464 942
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	869 717
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
-	12	
-	13	
<hr/>		
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	5 055 428
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés		
<hr/>		
Endettement net à long terme	16	5 055 428
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	683 892
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
<hr/>		
Endettement total net à long terme	20	5 739 320
<hr/>		
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
<hr/>		
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	5 739 320
<hr/>		
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
<hr/>		

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

TAXES		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	7 815 964	7 786 587	7 338 279
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	7 815 964	7 786 587	7 338 279
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10			
Égout	11	52 831	52 831	106 462
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	1 237 855	1 238 663	1 285 869
Autres				
-entretien chemins privés	14	28 480	28 500	24 662
-Loisirs et culture	15	220 000	219 830	218 210
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18	179 644	177 583	180 025
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	1 718 810	1 717 407	1 815 228
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	1 718 810	1 717 407	1 815 228
	26	9 534 774	9 503 994	9 153 507

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27	1 587	
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28	1 353	1 519
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30	34 956	34 956
	31	36 543	36 475
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32	110 518	101 196
Cégeps et universités	33		
Écoles primaires et secondaires	34	67 333	71 006
	35	177 851	165 896
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
	40	214 394	202 205
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	41	78 440	3 939
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	42	72 021	71 063
Taxes d'affaires	43		
	44	78 440	75 960
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	45		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	46		
	47		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48		
Autres	49		
	50		
	51	292 834	278 165
			293 622

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52	375 600		
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55			
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	482 504	892 424	382 434
Enlèvement de la neige	58		100 070	100 070
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60			
Transport adapté	61	178 684	192 455	178 294
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67			
Réseau de distribution de l'eau potable	68			
Traitement des eaux usées	69	85 197		
Réseaux d'égout	70		85 197	24 179
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71	129 000		
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72		280 264	512 694
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86			
Activités culturelles				
Bibliothèques	87		4 900	
Autres	88			
Réseau d'électricité	89			
	90	1 250 985	1 555 310	1 197 671

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	91		
Sécurité publique			
Police	92		
Sécurité incendie	93		
Sécurité civile	94		
Autres	95		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	96	390 327	164 942
Enlèvement de la neige	97		
Autres	98		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106		
Réseau de distribution de l'eau potable	107		
Traitement des eaux usées	108		
Réseaux d'égout	109		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
Santé et bien-être			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	125		
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127	165 641	
Réseau d'électricité	128		
	129	555 968	164 942

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal	130		
Péréquation	131		
Réorganisation municipale	132		
Neutralité	133		
Diversification des revenus	134		
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	135	394 032	277 239
Programme d'aide financière aux MRC	136		
Autres	137		
	138	394 032	277 239
TOTAL DES TRANSFERTS	139 1 250 985	2 505 310	1 639 852

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Application de la loi	140		
Évaluation	141		
Autres	142		
	143		
Sécurité publique			
Police	144		
Sécurité incendie	145	22 612	19 480
Sécurité civile	146		19 925
Autres	147		
	148	22 612	19 480
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149	1 855	1 988
Enlèvement de la neige	150	4 372	4 224
Autres	151		3 853
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154	6 227	6 212
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable			
Réseau de distribution de l'eau potable	155		
Traitement des eaux usées	156		
Réseaux d'égout	157		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	158		
Matières recyclables	159	2 340	(18 162)
Collecte sélective			
Collecte et transport	160		
Tri et conditionnement	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167	2 340	(18 162)
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176	16 161	19 114
Activités culturelles	177		14 239
Bibliothèques	178		
Autres	179	16 161	19 114
	180		14 239
Réseau d'électricité			
	181	47 340	26 644
			42 352

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	1 000	3 245	24 182
Sécurité publique	183	6 700		7 129
Transport				
Réseau routier	184	45 000	56 690	73 769
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186	18 000	18 000	17 000
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	9 420		5 995
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192	14 000	19 705	9 300
Loisirs et culture	193	22 000	23 505	19 881
Réseau d'électricité	194			
	195	116 120	121 145	157 256
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	163 460	147 789	199 608
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	50 000	134 089	101 940
Droits de mutation immobilière	198	325 000	360 980	484 497
Droits sur les carrières et sablières	199	500 000	369 514	647 550
Autres	200		10 238	10 892
	201	875 000	874 821	1 244 879
AMENDES ET PÉNALITÉS	202		510	609
INTÉRÊTS	203	125 900	191 012	132 558
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204	25 000	(6 933)	(25 256)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205			
Gain (perte) sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209			
Autres	210	25 800	52 540	49 710
	211	50 800	45 607	24 454

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Budget 2013	Réalizations 2013		Total	Réalizations 2012
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	233 057	269 513		269 513	256 665
Application de la loi	2	(166 377)	(166 376)		(166 376)	(189 783)
Gestion financière et administrative	3	1 045 508	934 249	49 024	983 273	994 742
Greffe	4	58 115	39 341		39 341	
Évaluation	5	261 931	261 932		261 932	260 960
Gestion du personnel	6	72 165	70 165		70 165	73 912
Autres	7		6 688		6 688	
	8	1 504 399	1 415 512	49 024	1 464 536	1 396 496
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	1 931 119	1 931 117		1 931 117	1 989 107
Sécurité incendie	10	692 086	657 306	181 170	838 476	731 922
Sécurité civile	11	6 893	12 041		12 041	9 271
Autres	12	30 448	30 090		30 090	29 717
	13	2 660 546	2 630 554	181 170	2 811 724	2 760 017
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	1 795 724	2 417 269	534 231	2 951 500	2 068 357
Enlèvement de la neige	15	1 322 607	1 401 781		1 401 781	1 315 247
Éclairage des rues	16	54 800	61 271		61 271	49 174
Circulation et stationnement	17					
Transport collectif						
Transport en commun	18	256 892	266 181		266 181	264 927
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	3 430 023	4 146 502	534 231	4 680 733	3 697 705

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

	<u>Budget 2013</u>		<u>Réalisations 2013</u>		<u>Total</u>	<u>Réalisations 2012</u>
	<u>Sans ventilation de l'amortissement</u>	<u>Sans ventilation de l'amortissement</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23					
Réseau de distribution de l'eau potable	24	28 000	19 035		19 035	7 298
Traitement des eaux usées	25	30 058	29 929		29 929	20 500
Réseaux d'égout	26	24 918	29 608	116 657	146 265	137 590
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	939 437	901 141		901 141	889 610
Élimination	28					
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	346 948	313 585		313 585	315 254
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33					
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37	61 076	55 341		55 341	46 249
Protection de l'environnement	38					
Autres	39					
	40	1 430 437	1 348 639	116 657	1 465 296	1 416 501
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	104 000	116 348		116 348	115 414
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44	104 000	116 348		116 348	115 414
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	820 727	780 030	4 792	784 822	797 857
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46	28 300	27 440		27 440	27 235
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48					
Tourisme	49	97 115	48 985		48 985	55 664
Autres	50					
Autres	51					
	52	946 142	856 455	4 792	861 247	880 756

**ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Budget 2013		Réalizations 2013		Total	Réalizations 2012
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Non audité						
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	926 568				
Patinoires intérieures et extérieures	54					
Piscines, plages et ports de plaisance	55					
Parcs et terrains de jeux	56					
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59		981 914	72 669	1 054 583	1 043 909
	60	926 568	981 914	72 669	1 054 583	1 043 909
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	110 575	110 451		110 451	125 565
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65					
	66	110 575	110 451		110 451	125 565
	67	1 037 143	1 092 365	72 669	1 165 034	1 169 474
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
68						
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	177 136	174 002		174 002	161 241
Autres frais	70	13 184				
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72		16 619		16 619	8 681
	73	190 320	190 621		190 621	169 922
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
74	895 480	958 543	(958 543)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	29
Acquisition d'immobilisations en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	29
Analyse de la dette à long terme	30
Analyse de la charge de quotes-parts	31
Analyse de la rémunération	32
Analyse des revenus de transfert	32
Analyse du coût des services municipaux	33
Acquisition d'immobilisations par objets	34
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	35
Fonds de roulement - Capital autorisé	36
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	38
Taux des taxes	39
Questionnaire	41
Autres renseignements sur l'organisme municipal	42
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2015	43
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	44

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2013 de Municipalité de La Pêche (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2013 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) [176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1)]. En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

PICHÉ & LACROIX CPA INC. 1

Maniwaki (Québec)

1 CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A104361

DATE 2014-06-16

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1		9 503 994
Ajouter			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2		
Déduire			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3		
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4		
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7		
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8		
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9		10
Revenus de taxes	11		9 503 994

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes			1	9 503 994
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u> </u>
Total partiel			4	<u>9 503 994</u>
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires		5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM		6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base		7	124 712	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1		8		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation		9	<u> </u>	10 <u>124 712</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	<u>9 379 282</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2013 ²	1	<u>1 091 413 700</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2013 ²	2	<u>1 111 495 100</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>1 101 454 400</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>9 379 282</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>1 101 454 400</u>
Taux global de taxation réel de 2013	6	[] [] , [8 | 5 | 1 | 5] / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2013 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2013 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Budget 2013	Réalizations 2013	Réalizations 2012
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1			
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3	32 100		
Conduites d'égout	4		7 440	5 499
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	1 365 124	1 552 730	1 693 477
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			285 851
Aires de stationnement	9	30 700		
Parcs et terrains de jeux	10	212 049	262 448	114 753
Autres infrastructures	11	131 756	68 742	
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	83 701	248 420	2 610
Édifices communautaires et récréatifs	14			
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	863 140	740 544	276 316
Ameublement et équipement de bureau	18	35 900	47 694	61 504
Machinerie, outillage et équipement divers	19	72 694	205 821	134 210
Terrains	20		104 297	8 341
Autres	21			
	22	2 827 164	3 238 136	2 582 561

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS EN REMPLACEMENT
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Remplacement d'infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23			
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26		7 440	5 499
Autres infrastructures	27		1 339 582	2 094 081
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32		544 338	
Autres immobilisations	33		1 346 776	482 981
	34		3 238 136	2 582 561

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	2 175 664	750 481	172 227	2 753 918
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4	9 557		3 306	6 251
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5	1 125 748	853 517	372 697	1 606 568
Autres	6		94 767	1 301	93 466
	7	3 310 969	1 698 765	549 531	4 460 203
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par la municipalité					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10				
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	1 215 055	179 920	16 532	1 378 443
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	1 663 508	1 518 845	468 990	2 713 363
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	2 878 563	1 698 765	485 522	4 091 806
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16				
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19				
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20				
	21				
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22	432 406		64 009	368 397
Prêts	23				
Autres	24				
	25	432 406		64 009	368 397
	26	3 310 969	1 698 765	549 531	4 460 203
Dettes en cours de refinancement	27	()		()	
	28	3 310 969	1 698 765	549 531	4 460 203

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
Administration générale				
Application de la loi	1	(166 377)	(166 376)	(189 783)
Évaluation	2	261 931	261 932	260 960
Autres	3	193 273	193 272	187 901
Sécurité publique				
Police	4	1 931 119	1 931 117	1 989 107
Sécurité incendie	5	16 922	16 922	3 897
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	4 468		4 468
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	402 999	377 042	375 992
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	229 015	229 015	248 473
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	2 873 350	2 842 924	2 881 015

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	10,00	35,00	724 387	121 116	845 503
Professionnels	2					
Cols blancs	3	31,00	33,50	716 641	140 035	856 676
Cols bleus	4	20,00	40,00	760 374	158 574	918 948
Policiers	5					
Pompiers	6	63,00	10,00	236 834	19 772	256 606
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	124,00		2 438 236	439 497	2 877 733
Élus	9	10,00		156 540	10 759	167 299
	10	134,00		2 594 776	450 256	3 045 032

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	Total
		Fonctionnement	Investissement		
Transport en commun	11	192 455			192 455
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12				
Réseau de distribution de l'eau potable	13				
Traitement des eaux usées	14				
Réseaux d'égout	15	21 188	64 009		85 197
Autres	16	1 221 700	374 951	631 007	2 227 658
	17	1 435 343	438 960	631 007	2 505 310

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement	
Administration générale												
Application de la loi	1	(166 376)	27		53	(166 376)	79		105	(166 376)	131	
Évaluation	2	261 932	28		54	261 932	80		106	261 932	132	
Autres	3	1 319 956	29	49 024	55	1 368 980	81	3 245	107	1 365 735	133	16 619
	4	1 415 512	30	49 024	56	1 464 536	82	3 245	108	1 461 291	134	16 619
Sécurité publique												
Police	5	1 931 117	31		57	1 931 117	83	19 480	109	1 911 637	135	
Sécurité incendie	6	657 306	32	181 170	58	838 476	84		110	838 476	136	
Sécurité civile	7	12 041	33		59	12 041	85		111	12 041	137	
Autres	8	30 090	34		60	30 090	86		112	30 090	138	
	9	2 630 554	35	181 170	61	2 811 724	87	19 480	113	2 792 244	139	
Transport												
Réseau routier												
Voirie municipale	10	2 417 269	36	534 231	62	2 951 500	88	58 678	114	2 892 822	140	47 498
Enlèvement de la neige	11	1 401 781	37		63	1 401 781	89	4 224	115	1 397 557	141	
Autres	12	61 271	38		64	61 271	90		116	61 271	142	
Transport collectif	13	266 181	39		65	266 181	91	18 000	117	248 181	143	
Autres	14		40		66		92		118		144	
	15	4 146 502	41	534 231	67	4 680 733	93	80 902	119	4 599 831	145	47 498
Hygiène du milieu												
Eau et égout												
Approvisionnement et traitement de l'eau potable												
Réseau de distribution de l'eau potable	16		42		68		94		120		146	
Traitement des eaux usées	17	19 035	43		69	19 035	95		121	19 035	147	
Réseaux d'égout	18	29 929	44		70	29 929	96		122	29 929	148	
Autres	19	29 608	45	116 657	71	146 265	97		123	146 265	149	118 089
Matières résiduelles												
Déchets domestiques et assimilés	20	901 141	46		72	901 141	98	(18 162)	124	919 303	150	
Matières recyclables	21	313 585	47		73	313 585	99		125	313 585	151	
Autres	22		48		74		100		126		152	
Cours d'eau	23	55 341	49		75	55 341	101		127	55 341	153	
Protection de l'environnement	24		50		76		102		128		154	
Autres	25		51		77		103		129		155	
	26	1 348 639	52	116 657	78	1 465 296	104	(18 162)	130	1 483 458	156	118 089

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		Amortissement des immobilisations		Charges		Services rendus		Coût des services municipaux		Frais de financement	
			+	=	-		=					
Santé et bien-être												
Logement social	157	116 348	172	187	116 348	202	217	116 348	232			
Sécurité du revenu	158		173	188		203	218		233			
Autres	159		174	189		204	219		234			
	160	116 348	175	190	116 348	205	220	116 348	235			
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	780 030	176	4 792	191	784 822	206	19 705	221	765 117	236	2 304
Rénovation urbaine	162	27 440	177	192	27 440	207	222	27 440	237			
Promotion et développement économique	163	48 985	178	193	48 985	208	223	48 985	238			
Autres	164		179	194		209	224		239			
	165	856 455	180	4 792	195	861 247	210	19 705	225	841 542	240	2 304
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	981 914	181	72 669	196	1 054 583	211	42 619	226	1 011 964	241	6 111
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	110 451	182	197	110 451	212	227	110 451	242			
Autres	168		183	198		213	228		243			
	169	1 092 365	184	72 669	199	1 165 034	214	42 619	229	1 122 415	244	6 111
Réseau d'électricité	170		185	200		215	230		245			
	171	11 606 375	186	958 543	201	12 564 918	216	147 789	231	12 417 129	246	190 621

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013****Non audité**

		2013	2012
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	3 238 136	2 582 561
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	3 238 136	2 582 561

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		2013	2012
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	1 030 424	565 014
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2	(658 307)	
Solde redressé au début de l'exercice	3	372 117	565 014
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	1 307 286	1 225 657
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(123 527)	
Activités d'investissement	6	(24 881)	
Excédent de fonctionnement affecté	7	(1 243 178)	(760 247)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	(84 300)	465 410
Solde à la fin de l'exercice	12	287 817	1 030 424
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	1 326 581	1 289 015
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	1 326 581	1 289 015
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(527 879)	(647 629)
Activités d'investissement	17	(87 777)	(75 052)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	1 243 178	760 247
Financement des investissements en cours	19	(467 488)	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	160 034	37 566
Solde à la fin de l'exercice	22	1 486 615	1 326 581
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	111 414	158 631
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	111 414	158 631
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	7 901	72 015
Activités d'investissement	27	(106 237)	(119 232)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30	(98 336)	(47 217)
Solde à la fin de l'exercice	31	13 078	111 414

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		2013	2012
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Solde au début de l'exercice	32	(445 696)	(15 505)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33		(493 449)
Solde redressé au début de l'exercice	34	(445 696)	(508 954)
Augmentation de l'exercice			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés	35	()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	()	()
Autres	37	()	()
Régimes non capitalisés	38	()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement			
Autres	40	(294 209)	()
	41	(294 209)	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement	42	(300 000)	()
	43	(594 209)	()
Diminution de l'exercice			
Affectations aux activités de fonctionnement	44	66 224	63 258
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	45		
	46	66 224	63 258
Solde à la fin de l'exercice	47	(973 681)	(445 696)
Financement des investissements en cours			
Solde au début de l'exercice	48	(2 196 846)	(1 183 813)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	49	658 306	
Solde redressé au début de l'exercice	50	(1 538 540)	(1 183 813)
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales			
	51	(379 781)	(1 013 033)
Affectations et virements			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
	52		
Excédent de fonctionnement affecté			
	53	467 488	
Réserves financières et fonds réservés			
	54		
	55	87 707	(1 013 033)
Solde à la fin de l'exercice	56	(1 450 833)	(2 196 846)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Solde au début de l'exercice	57	17 025 727	15 387 865
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	58		
Solde redressé au début de l'exercice	59	17 025 727	15 387 865
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement			
	60		
Excédent de fonctionnement affecté			
	61		
Variation résiduelle de l'exercice	62	1 254 550	1 637 862
Solde à la fin de l'exercice	63	18 280 277	17 025 727

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>50 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>50 000</u>
Diminution		
	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>50 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1	2	3	4	5	6	7
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12	13	14
	15	16	17	18	19	20	21

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	2013		2012
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 6 □ 8 □ 9 □ 6 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 0 , □ 8 □ 6 □ 2 □ 0 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 0 , □ 8 □ 9 □ 6 □ 4 \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ 0 , □ 9 □ 9 □ 0 □ 0 \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ 0 , □ 6 □ 8 □ 9 □ 6 \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		Par unité de logement	
Eau	1	[] [] [] [] , [] []	\$
Égout	2	[] [] [] [] , [] []	\$
Eau et égout	3	[] [] [] [] , [] []	\$
Traitement des eaux usées	4	[] [] [] [] , [] []	\$
Matières résiduelles	5	[] [] [] [] , [] []	\$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 [] [] [] , [] [] [] [] %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Dettes à long terme - égoûts	60,4064	7	Unité
Utilisation égoûts	,1920	7	Litre d'utilisation
Ordures catégorie 1	215,0000	7	Par immeuble
Ordures catégorie 2	215,0000	7	Par immeuble
Ordures catégorie 3	215,0000	7	Par immeuble
Ordures catégorie A	410,0000	7	Par immeuble
Ordures catégorie B	620,0000	7	Par immeuble
Ordures catégorie C	1 555,0000	7	Par immeuble
Ordures catégorie D	2 360,0000	7	Par immeuble
Ordures catégorie E	4 500,0000	7	Par immeuble
Dettes à long terme - Chemin Jolicoeur	211,1500	7	Unité
Dettes à long terme - Chemin Orée du bois	1,4361	7	Unité
Dettes à long terme - Chemin Pins-Blancs	327,9200	7	Unité
Dettes à long terme - Ch. Werell-Meunier	49,0900	7	Unité
Dettes à long terme - Projet du Ruisseau	30,7300	7	Unité
Dettes à long terme - Pavage ché Meunier	160,6500	7	Unité
Dettes à long terme - Ch. Butternut	127,9100	7	Unité
Dettes à long terme - Chemin Birch	100,0700	7	Unité
Dettes à long terme - Chemin Vaillant	552,1500	7	Unité
Dettes à long terme - Ch. Hillcrest	47,8200	7	Unité
Loisirs et culture - Bâtiment	40,0000	7	Unité
Loisirs et culture - Ter. vac. 1-5 lots	10,0000	7	Unité
Loisirs et culture - Ter. vac. 6-10 lots	5,0000	7	Unité
Loisirs et culture - Ter vac 11 lots et +	2,0000	7	Unité
Ordures écoles primaires et adultes	4 300,0000	7	Par immeuble
Ordures écoles secondaires	4 300,0000	7	Par immeuble
Égoût ch. Gendron - Construction Phase 1	31,4169	7	Unité
Égoût ch. Gendron - Construction Phase 2	27,3897	7	Unité
Égoût ch. Gendron - Étude Phase 1	125,6900	7	Unité
Égoût ch. Gendron - Étude Phase 2	144,4700	7	Unité

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

Description	Taux	Code¹	Préciser
1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation		5 - du 1 000 litres	
2 - du mètre carré		6 - % de la valeur locative	
3 - du mètre linéaire		7 - autres (préciser)	
4 - tarif fixe (compensation)			

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Est-ce que la municipalité applique les normes sur les instruments financiers applicables au secteur public?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2013	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2013 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2013 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	18 050	\$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	2 500	22 <input type="checkbox"/>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 1 rue principale Ouest
(no) (rue)
La Pêche J0X 2W0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 456-2161
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 456-4534
(ind. rég.) (numéro)

Courriel aracine@villelapeche.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Annie Racine

Téléphone (819) 456-2161
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 456-4534
(ind. rég.) (numéro)

Courriel aracine@villelapeche.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Piché & Lacroix CPA inc.

Titre Comptables professionnels agréées

Adresse 77-1 rue principale Est
(no) (rue)
La Pêche J0X 2W0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 456-4229
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 456-1303
(ind. rég.) (numéro)

Courriel m.lacroix@ell.qc.ca

Responsable du dossier Michel Lacroix, CPA auditeur, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2015

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2013

1

Facteur comparatif

2

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Annie Racine , atteste que le rapport financier de La Pêche pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2014-06-16 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que La Pêche consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que La Pêche détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 791 669 \$

Le taux global de taxation réel de 2013 à la page S34 ligne 6 est de ,8515 \$

Date et heure de la dernière modification : 2014-07-21 10:57:46

Date de transmission au Ministère : 2014/07/21

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2013

Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier.

Nom : La Pêche

**Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013		2012
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	12 293 753	12 991 240	12 524 147
Investissement	2		555 968	164 942
	3	12 293 753	13 547 208	12 689 089
Charges				
	4	12 198 490	12 755 539	11 606 285
Excédent (déficit) de l'exercice				
	5	95 263	791 669	1 082 804
Moins : revenus d'investissement	6 (	) (	555 968 ) (	164 942)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales				
	7	95 263	235 701	917 862
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations	8	895 480	958 543	895 480
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9		300 000	
Remboursement de la dette à long terme	10 (	620 494 ) (	549 531 ) (	552 913)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	919 996 ) (	726 838 ) (	724 077)
Excédent (déficit) accumulé	12	549 747	935 498	573 399
Autres éléments de conciliation	13		153 913	115 906
	14	(95 263)	1 071 585	307 795
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales				
	15		1 307 286	1 225 657

Extrait du rapport financier, pages S14 et S15

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
Actifs financiers			
Débiteurs	1	2 313 837	2 585 874
Autres	2	346 601	465 839
	3	2 660 438	3 051 713
Passifs			
Dette à long terme	4	4 460 203	3 310 969
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5		
Autres	6	2 768 316	2 904 390
	7	7 228 519	6 215 359
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(4 568 081)	(3 163 646)
Actifs non financiers			
Immobilisations	9	22 029 971	19 904 290
Autres	10	181 383	110 960
	11	22 211 354	20 015 250
Excédent (déficit) accumulé	12	17 643 273	16 851 604

Extrait du rapport financier, page S20

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	13	287 817	1 030 424
Excédent de fonctionnement affecté			
- Exercice subséquent	14	756 025	621 248
- internet haute-vitesse	15	16 784	16 784
- Lumières stylisées	16	85 199	85 199
- Travaux de quartier	17	59 527	391 949
- Sentier piétonniers	18	207 222	
- Pont couvert	19	9 250	6 400
- Pompes-égouts Wakefield	20	116 632	68 343
- Bibliothèque Wakefield	21	80 000	80 000
- Autres	22	155 976	56 658
	23	1 486 615	1 326 581
Réserves financières	24		
Fonds réservés	25	13 078	111 414
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26	(973 681)	(445 696)
Financement des investissements en cours	27	(1 450 833)	(2 196 846)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	18 280 277	17 025 727
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29		
	30	17 643 273	16 851 604

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013		2012
		Budget	Réalisations	Réalisations
Fonctionnement				
Taxes	1	9 534 774	9 503 994	9 153 507
Compensations tenant lieu de taxes	2	292 834	278 165	293 622
Quotes-parts	3			
Transferts	4	1 250 985	1 949 342	1 474 910
Services rendus	5	163 460	147 789	199 608
Autres	6	1 051 700	1 111 950	1 402 500
	7	12 293 753	12 991 240	12 524 147
Investissement				
Taxes	8			
Quotes-parts	9			
Transferts	10		555 968	164 942
Autres	11			
	12		555 968	164 942
	13	12 293 753	13 547 208	12 689 089

Extrait du rapport financier, page S14

**SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Budget 2013		Réalizations 2013		Total	Réalizations 2012
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Administration générale							
Évaluation	1	261 931	261 932			261 932	260 960
Autres	2	1 242 468	1 153 580	49 024		1 202 604	1 135 536
Sécurité publique							
Police	3	1 931 119	1 931 117			1 931 117	1 989 107
Sécurité incendie	4	692 086	657 306	181 170		838 476	731 922
Autres	5	37 341	42 131			42 131	38 988
Transport							
Réseau routier	6	3 173 131	3 880 321	534 231		4 414 552	3 432 778
Transport collectif	7	256 892	266 181			266 181	264 927
Autres	8						
Hygiène du milieu							
Eau et égout	9	82 976	78 572	116 657		195 229	165 388
Matières résiduelles	10	1 286 385	1 214 726			1 214 726	1 204 864
Autres	11	61 076	55 341			55 341	46 249
Santé et bien-être	12	104 000	116 348			116 348	115 414
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	13	820 727	780 030	4 792		784 822	797 857
Promotion et développement économique	14	97 115	48 985			48 985	55 664
Autres	15	28 300	27 440			27 440	27 235
Loisirs et culture	16	1 037 143	1 092 365	72 669		1 165 034	1 169 474
Réseau d'électricité	17						
Frais de financement	18	190 320	190 621			190 621	169 922
Amortissement des immobilisations	19	895 480	958 543	(958 543)			
	20	12 198 490	12 755 539			12 755 539	11 606 285

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3